

Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale/ Financement des infrastructures

La BDEAC octroie 25 milliards de francs au Gabon

Willy NDONG
Libreville/Gabon

Ce montant servira à financer la réhabilitation et l'élargissement de la route PK 5 - PK 12 à Libreville pour un montant de 5 milliards de francs, ainsi qu'au financement du projet de développement de l'unité de stockage des hydrocarbures d'Owendo pour un montant de 20 milliards.

LE conseil d'administration de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) s'est récemment tenu à Brazzaville, au Congo, au cours duquel l'institution financière sous-régionale a décidé, plus que jamais, de soutenir la diversification économique des Etats membres, de financer des projets et programmes intégrateurs d'envergure et d'élargir la palette des outils d'intervention de la banque pour le soutien au



Photo : Chris OYAME

secteur privé, en particulier les PME-PMI. S'agissant du financement des projets intégrateurs d'envergure, le conseil d'administration de la BDEAC a approuvé les projets de financement présentés par le Gabon. Ainsi,

cette banque financera, à hauteur de 5 milliards de francs, "l'éternelle" route nationale PK 5 - PK 12 à Libreville. Ainsi que le projet de développement d'une infrastructure de stockage des hydrocarbures à Owendo, objet d'un partena-

nariat entre Gabon oil company et Gabon special economic zone (GSEZ), filiale d'Olam Gabon. Coût de l'opération : 20 milliards de francs. Le conseil d'administration a également examiné et approuvé la mobilisa-

tion de deux lignes de crédit auprès de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) pour un montant total de 35 000 000 de dollars (environ 20 milliards de francs). Les nouvelles ressources

La BDEAC va injecter 5 milliards de francs pour la réhabilitation et l'élargissement de la route PK 5-PK12.

ainsi obtenues vont procurer à la BDEAC davantage de moyens pour le financement des projets de PME/PMI de la sous-région Cémac, principalement celles dont les activités portent sur des secteurs variés tels que l'agriculture, l'agro-industrie, la pêche, l'élevage et l'industrie.

Atelier sur la modernisation du Registre de commerce et du crédit mobilier

Les enjeux du processus expliqués



Photo : Wilfried MBINAH

L.R.A.
Libreville/Gabon

LE ministère de la Justice a organisé, du 1er au 2 février derniers, à l'École nationale de la magistrature, un séminaire de formation des parties prenantes au projet de modernisation du Registre de commerce et de crédit mobilier. Cet atelier a bénéficié de l'appui technique et financier de la Banque mondiale. Il était animé par les experts de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Les participants ont été édifiés sur le processus de mise en place du logiciel du Registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM), qui vise à améliorer l'exer-

cice juridictionnel des affaires commerciales, exigence de l'espace Ohada, selon Jean-Clair Nguema Obam, directeur de cabinet du ministre de la Justice. Et Matina Deen, spécialiste principale du secteur privé à la Banque mondiale d'expliquer en substance: « la modernisation du RCCM vise à instaurer un système d'informations juridiques, économiques et financières sincères et à jour, offrant facilitation et rapidité dans l'accomplissement des formalités relatives à la création et à la vie de l'entreprise ainsi qu'aux garanties mobilières. » Pour Mme Deen, la réussite d'une telle initiative nécessite une démarche qui prenne en compte les exigences des capacités techniques, la sensibilisation, la formation des acteurs

Les participants au séminaire de modernisation du RCCM.

concernés, la mobilisation des ressources et une stratégie de pérennisation pour l'exploitation d'un RCCM fiable, accessible, sécurisé et cohérent entre les niveaux local, national et régional dans l'espace Ohada. Pour atteindre cet objectif de modernisation du RCCM, le Gabon s'est engagé à mettre en place le projet de promotion de l'investissement et de la com-

pétitivité, dont le résultat attendu est la mise en place d'un registre regroupant des informations sur toutes les entreprises installées en territoire gabonais. Ce qui a suscité la mise en place d'un Comité de pilotage chargé d'élaborer un logiciel Ohada, d'identifier les équipements additionnels y relatifs et de formaliser un plan de formation multiforme.

Les deux jours de travaux ont donc aidé à fournir aux participants, notamment aux greffiers, des armes qui vont leur permettre de s'adapter aux nouveaux outils de travail du RCCM dans l'espace Ohada. À noter que Mme Deen a assuré le Gabon de ce que la Banque mondiale demeurera à ses côtés, jusqu'à l'aboutissement du projet.

**SOBRE ET ÉLÉGANT :
UNE COMBINAISON DÉCO
TOUJOURS GAGNANTE !!!!**

DU 1^{er} AU
28 FÉVRIER 2018
DES CANAPÉS
EXCEPTIONNELS
À DES PRIX
EXCEPTIONNELS

OFFRE VALABLE À LIBREVILLE ET PORT-GENTIL
LIVRAISON GRATUITE À PARTIR DE 300.000 FCFA TTC



B.P. 613 - Libreville - T : (241) 01 79 26 05 / 01 79 26 10 / 06 22 05 71 / 07 14 01 55 - Fax : (+241) 07 04 73 12
Port-Gentil - T : (241) 04 59 03 54 / 02 51 06 02 - email : electra@groupeiagafic.com www.electragabon.com

Nous construisons l'avenir

